

Courbevoie, le 22 Octobre 2008

**DEVANT LE CIRIEC, A SEVILLE,
JOSEPH STIGLITZ, PRIX NOBEL D'ECONOMIE,
LIVRE SON DIAGNOSTIC
SUR LA CRISE ET LES PERSPECTIVES QU'ELLE OUVRE**

NOTE FRANCOIS SOULAGE

Les éléments nouveaux qu'il faut retenir du discours traditionnel en matière de crise financière est l'affirmation selon laquelle le fondamentalisme du marché est fini et ceci est illustré par le changement de pied du Gouvernement américain qui a décidé d'intervenir sur le marché monétaire.

Pour Monsieur Joseph Stiglitz la crise démontre la nécessité d'une politique publique de soutien et de l'économie et d'une politique fiscale expansionniste. Il indique que selon lui l'idée que lorsque l'économie est rétablie on peut s'en remettre aux marchés est une idée fausse. L'Etat doit pouvoir continuer à intervenir.

Il n'y a aucune base théorique pour expliquer que l'intervention de l'Etat serait néfaste. Pour les économistes classiques, l'économie reposait sur un marché parfait avec une information et une concurrence parfaites, or l'information est imparfaite, **la main invisible est absente**. L'information est non seulement imparfaite, mais elle est mal partagée et dans le marché il y a une grande distinction à faire entre ceux qui ont accès à l'information et ceux qui ne l'ont pas.

Ce **fondamentalisme du marché** sur la responsabilité duquel Joseph Stiglitz insiste beaucoup a conduit à des aberrations dont le **consensus de Washington** est le meilleur exemple. Or ce consensus a échoué, par exemple en Amérique Latine. Lorsque nous observons la situation en Asie du sud-est nous nous apercevons que ce consensus de Washington n'est pas appliqué, en fait nous constatons bon nombre d'arrangements institutionnels, nous constatons que le rôle du Gouvernement est extrêmement important, soit sous forme d'un capitalisme d'Etat, soit d'une régulation qui prend par exemple en Chine la forme de villages ruraux ou même de coopératives. En fait, dans ces pays, le gouvernement conserve un rôle extrêmement important, qu'il s'agisse de l'éducation, de la finance, de la technologie, de la science, du développement d'internet ou des biosciences, des infrastructures, du bio. Les coopératives plus ou moins autonomes ont joué un rôle important, en particulier dans la finance, l'agriculture et le logement. Pour ce qui concerne la finance, ce sont l'ensemble des petites coopératives de crédit.

Face à cette situation, quelles sont les nouvelles perspectives ?

L'avenir doit passer par une meilleure distribution des revenus pour un développement durable dans ses trois dimensions : environnementale, sociale et économique.

Pour Joseph Stiglitz, le développement durable sur le plan social passe par la possibilité, pour chaque personne, de développer son potentiel. Or une trop grande inégalité, des inégalités qui s'accroissent, ne permettent pas aujourd'hui à chaque individu de développer son potentiel, c'est pourquoi le rôle des gouvernements est d'œuvrer dans trois domaines : l'éducation, les infrastructures et l'accès à la technologie.

En ce qui concerne l'évolution des marchés financiers, cette remarque est importante car Joseph Stiglitz intervenait avant la **grande crise du 10 octobre 2008**. Pour lui les marchés financiers sont là pour gérer les risques, or aujourd'hui l'accent mis sur le court terme et la maximisation des revenus des individus conduit au contraire à refuser la prise de risque et faire en sorte que, dès que le risque est trop important, les entreprises se dégagent. C'est ainsi que l'on peut expliquer la crise des subprimes, au-delà du fait que ces subprimes sont liés aussi à une aberration économique qui était la mise en place de l'hypothèque rechargeable qui a conduit les bénéficiaires de prêts à s'endetter en fonction de leur patrimoine et non en fonction de leur capacité de remboursement.

Le résultat d'ensemble de cette situation est un désajustement énorme entre les bénéficiaires privés qui peuvent être extrêmement importants et les conséquences sociales lourdes pour les personnes qui ne bénéficient pas de cette possibilité de dégager de très importants bénéfices. Ces bénéfices ont pris la forme de stock-options, de parachutes dorés, de retraite-chapeau, etc. Pour caricaturer, Joseph Stiglitz dit que **les bonnes années, les gestionnaires touchent les bonus, les mauvaises années, les actionnaires paient le prix**. Il faut combattre ce décalage croissant entre bénéficiaires privés et avantages pour l'ensemble de la société. Joseph Stiglitz inverse le propos de Ronald Reagan, selon lequel : « l'Etat est le problème et jamais la solution ». Pour lui, l'intervention gouvernementale n'est pas le problème, c'est une solution. Mais l'intervention gouvernementale n'est pas bénéfique si elle n'est pas régulée et si elle ne s'inscrit pas dans un projet. Aujourd'hui les innovations introduites par les gouvernements sont essentiellement des innovations fiscales destinées à favoriser les investisseurs et non le bien être social. Derrière cette volonté de croissance du marché financier, tout le monde s'est trompé, des innovations ont été développées pour elles-mêmes et non pas pour le bien-être social, ce sont de mauvaises innovations. Elles ont permis d'assurer les prêteurs contre l'inflation. Par contre, les obligations indexées sur l'inflation, c'est-à-dire au bénéfice des emprunteurs, ont toujours été refusées par les autorités financières.

« **Aujourd'hui ce sont les contribuables qui vont payer !** ». Cette intuition de Joseph Stiglitz est intéressante à noter. « C'est eux qui vont payer les frais d'une mauvaise gouvernance, d'une gouvernance inefficace ». C'est pourquoi **il plaide pour un système pluraliste associant le secteur privé, le secteur public et le secteur d'économie sociale**. Il rappelle que le secteur d'économie sociale aux Etats-Unis est la partie la plus positive de l'économie. Les universités dit-il sont pratiquement toutes en secteur non-lucratif. Une bonne partie de l'agriculture, de l'éducation, de la santé, du logement, de l'édition appartiennent au secteur non-lucratif. Il permet le développement d'une démocratie participative. Joseph Stiglitz pense également que ce secteur non-lucratif est un moyen de lutter contre l'asymétrie de l'information dans l'économie. La démocratie participative permet à chaque participant à la structure d'avoir accès à une information plus symétrique et plus accessible, ce qui donne un pouvoir de négociation.

Pour lui la société vers laquelle nous devons aller doit être plus innovatrice sur 4 aspects :

- la participation et l'information plus transparentes,
- la qualité de vie,
- de bonnes conditions de travail,
- le développement d'une culture d'entreprise qui est favorisée par la coopération.

Il plaide donc pour que **les gouvernements encouragent les nouvelles formes d'organisation d'entreprise et pour que l'on identifie mieux les contributions de ces formes alternatives à la performance économique globale**.

Pour conclure il retient 2 idées essentielles :

- Il faut rechercher dans notre société la confiance et les affinités entre individus pour permettre de mieux utiliser et gérer une abondance d'informations permettant d'accéder à une société de la connaissance.
- Le rôle de l'Etat et du marché pour favoriser l'accès à l'information et aussi mieux répondre aux besoins. Il faut donc développer beaucoup plus encore les associations appuyées sur une base territoriale capable de donner de l'information sur l'état des marchés et des besoins pour mieux guider le rôle des interventions publiques.